



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne
Semaine du 13 janvier 2025

Faits saillants

- La 55^{ème} édition du Forum économique mondial de Davos (20-24 janvier) sous le thème de l'Intelligence Artificielle
- Les dépenses en R-D des entreprises ont continué de progresser dans la période récente malgré un recul dans l'industrie pharmaceutique
- Le franc devrait continuer de s'apprécier face à l'euro en 2025

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 16/01	Var. vs 09/01
EUR/CHF	0,9372	- 0,2 %
USD/CHF	0,9112	- 0,0 %
SMI	11 942	+ 0,1 %
Taux 10a	0,413 %	- 1 pb

Macroéconomie

Forum de Davos : L'édition 2025 du Forum économique mondial (WEF) de Davos se tiendra du 20 au 24 janvier. Selon le [communiqué de presse du WEF](#), elle devrait rassembler près de 3000 participants de plus de 130 pays, en majorité issus du secteur privé (entreprises et organisations non-étatiques). Sur le plan politique, 350 représentants gouvernementaux sont attendus. Plus précisément, Donald Trump ne sera pas physiquement présent mais interviendra à distance, « en interaction avec les participants », le 23 janvier, soit 3 jours après la cérémonie d'investiture présidentielle aux Etats-Unis. Le Chancelier allemand, Olaf Scholz, est attendu ; les autres pays du G7 auront des délégations ministérielles conséquentes mais sans chefs d'Etat ou de gouvernement. Le Président ukrainien, Volodymyr Zelensky, sera aussi présent aux côtés d'une délégation de chefs d'entreprises. La Commission européenne devrait être largement représentée, non seulement par sa Présidente mais aussi par de nombreux Commissaires. La Présidente de la Banque centrale européenne, la Directrice du FMI, le Secrétaire général de l'OTAN, la Présidente de la BERD ou encore la Directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce sont également annoncés. En plus des conséquences du retour au pouvoir de D. Trump aux Etats-Unis, cette 55^{ème} édition du Forum économique mondial devrait à nouveau être essentiellement portée par l'Intelligence Artificielle (le thème exact de l'édition étant *Collaboration for the Intelligent Age*) dans ses dimensions économiques et sociales.

Négociations UE-Suisse : Les discussions sur la protection des salaires en Suisse, dans le contexte de la fin des négociations le 20 décembre avec l'Union européenne, suscitent des préoccupations et des propositions diverses de la part des partenaires sociaux. Roland Müller, directeur de l'Union patronale suisse (UPS), a ainsi suggéré l'interdiction de travail pour les entreprises pratiquant le dumping salarial et le renforcement de l'accréditation des entreprises dans des secteurs comme la construction. S'il espère que des solutions techniques pourront être trouvées pour garantir la

protection des salaires, son optimisme tranche avec l'attitude toujours très critique des syndicats, incarnée par Pierre-Yves Maillard, président de l'Union syndicale suisse, qui voit dans le raccourcissement du délai de préavis (de 8 à 4 jours) et la remise en cause de l'obligation de caution pour les entreprises non-suisseuses prestataires de services un risque de détérioration des conditions de travail. Les syndicats pointent toutefois avant tout la réglementation européenne sur les frais. Christoph Buser, directeur de la Chambre économique de Bâle-Campagne, a lui aussi mis en lumière les limites des délais de déclaration des entreprises étrangères dans les branches à risque, notamment dans la construction. Un projet pilote à Bâle a révélé que le raccourcissement des délais à quatre jours compromettrait 70% des contrôles. Face à ce risque, il recommande une numérisation des systèmes couplée à des sanctions plus strictes pour les contrevenants.

Commerce extérieur : Dans son rapport annuel de politique économique extérieure, le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) a souligné le contexte géoéconomique mondial complexifié en 2024, du fait des tensions géopolitiques croissantes, du protectionnisme accru, de la fragmentation et de l'affaiblissement continu du multilatéralisme. Le SECO relève que les grandes puissances économiques (UE, États-Unis, Chine) se concentrent davantage sur la sécurisation des chaînes de valeur critiques, privilégiant la sécurité économique à l'ouverture des marchés. Pour la Suisse, petite économie ouverte, les politiques industrielles étrangères peuvent provoquer des distorsions commerciales mais aussi stimuler la demande de biens et services suisses. Le rapport s'interroge sur les conséquences de la victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine en cas notamment de concrétisation de ses promesses de frapper les importations de nouveaux droits de douane. Par ailleurs, plusieurs grandes entreprises suisses devraient échapper à ces éventuelles nouvelles mesures protectionnistes car elles produisent déjà aux États-Unis. Des multinationales comme Nestlé, dont 95% des ventes américaines sont fabriquées sur place, ou le chimiste Sika, dont l'intégralité du chiffre d'affaires US est issu d'une production locale, souffriraient ainsi bien moins que les petites et moyennes entreprises exportatrices. Pour rappel, les États-Unis sont devenus en 2021 le premier débouché extérieur de la Suisse, devant l'Allemagne.

Secteur financier

Franc fort : La tendance haussière du franc par rapport à l'euro devrait se poursuivre sur l'année 2025 selon un sondage réalisé par UBS auprès de 400 entreprises suisses. Les entreprises interrogées s'attendent ainsi à ce que le taux de change de l'euro s'établisse à 0,92 CHF à la fin de l'année, contre 0,937 CHF au 16 janvier. Le dollar, de son côté, s'est nettement apprécié face au franc suisse depuis la victoire de Donald Trump à la présidentielle américaine (comme du reste par rapport aux autres grandes devises), dans l'attente des mesures annoncées pendant la campagne pour relancer l'économie américaine au détriment vraisemblablement de la zone euro et d'autres grands partenaires commerciaux. Cet effet pourrait toutefois s'atténuer au fur et à mesure que les projets de la future administration Trump se concrétiseront.

La Banque Nationale Suisse (BNS), particulièrement attentive à la situation, demeure prudente dans sa conduite de la politique monétaire. Son président, Martin Schlegel, affiche une volonté assumée de freiner l'appréciation du franc, qui pèse de plus en plus lourdement sur les entreprises suisses exportatrices. Si la baisse des taux d'intérêt est privilégiée, des interventions de changes restent aussi possibles, étant entendu qu'elles ont été peu utilisées l'an dernier : selon les données publiées fin décembre, la BNS avait acquis 1,1 Md CHF de devises étrangères au cours des 3 premiers trimestres 2024 (pour mémoire, en 2023, elle avait à l'inverse vendu un montant très élevé de 133 Mds CHF de devises étrangères).

Secteurs non financiers

Innovation : Selon l'enquête de l'Office fédéral de la statistique en partenariat avec economiesuisse, en 2023, les entreprises privées ont investi près de 18 Mds CHF dans la recherche et le

développement (R-D) en Suisse, marquant une croissance annuelle moyenne de 3,5 % depuis 2021, légèrement inférieure à la progression du PIB suisse (+3,9 %) et aux progressions antérieures (+4,7 % par an entre 2017 et 2019, puis +4,1 % par an entre 2019 et 2021). L'industrie pharmaceutique en demeure le principal contributeur (31 % des dépenses totales), mais ses investissements ont diminué de -6 % par an, un recul inédit depuis 2012. Le secteur a subi en effet l'incertitude liée à la relation avec l'Union européenne dans un contexte par ailleurs de concurrence accrue à l'échelle mondiale dans la recherche en sciences de la vie. Les dépenses en biotechnologie ont notamment reculé, tout en restant à un niveau supérieur à 2019. La croissance de la R-D a donc été portée par les entreprises en « instruments haute technologie » et « machines ». Alors que les dépenses de R-D des grands groupes ont stagné, celles des entreprises de taille moyenne (50-99 employés) ont affiché une forte dynamique, doublant leurs dépenses de R-D. Par ailleurs, les flux financiers transfrontaliers ont bondi, avec une hausse des mandats de R-D à l'étranger (+12 % par an) et un doublement des fonds étrangers investis en Suisse pour la recherche. En comparaison internationale, la Suisse maintient sa position ; son niveau de dépenses de R-D intra-muros d'entreprises rapportées au PIB (2,2 %) la place en 8^{ème} position des pays de l'OCDE, derrière des pays comme Israël ou la Corée du Sud (respectivement 5,6 % et 4,1 %) mais devant ses voisins, comme l'Allemagne (2,1 %) ou la France (1,4 %). En Suisse, les dépenses des entreprises constituent plus des deux tiers des sommes investies en R-D : en ajoutant les hautes écoles ou autres institutions de recherche, elles représentent près de 3,3 % du PIB.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Gilles BORDES, chef du Service économique de Berne

Rédaction : Julie MURO, Martin ALBOUY

Abonnez-vous : berne@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.